

L'Etudiant Breton

Rédaction, administration :
3, rue du Départ, Paris 14^e - Danton 27-00

ORGANE DE LA JEUNESSE ETUDIANTE BRETONNE

2^e Année
N^o 2 - Janvier - Février 1956

J. E. B. et avenir de la Bretagne...

Le C. A. de la J.E.B. s'est penché — parmi bien d'autres questions — sur le véritable but de la J.E.B. N'est-ce pas de former de futurs responsables de la vie bretonne ?

Etudiants, qui venez à la J.E.B. pendant un an, deux ans ou plus, y êtes-vous simplement de passage ou voulez-vous vraiment œuvrer pour la Bretagne ? Le meilleur moyen de servir votre pays n'est-il pas de vous y établir ? Certes, ce n'est pas toujours facile, mais croyez-vous que, par exemple, un jeune architecte réussira mieux au Brésil qu'en Bretagne ?

Qu'on le veuille ou non, c'est parmi vous, étudiants bretons, que l'élite de Bretagne se recrutera pour la plus grande part. Cette élite ne doit pas quitter le pays pour trouver ailleurs une vie soi-disant plus facile. L'avenir de la Bretagne serait-il donc moins important que l'ambition personnelle ?

Et cet avenir n'est-il pas pour nous la seule réalité valable ? Ce présent que nous vivons n'est qu'un point de départ et non un point d'arrivée. La Bretagne a besoin de jeunes et l'effort doit être fourni par tous les jeunes : paysans, ouvriers, employés, commerçants, etc...

Il est nécessaire en effet de n'être pas seul pour agir et dans un groupe où règne l'esprit d'équipe il est prouvé qu'aucun problème n'est insoluble.

Une certaine force commence à animer le mouvement J.E.B. Mais notre pensée, notre action ne doivent pas se refermer sur elles-mêmes ; elles doivent chercher à dépasser le présent et ces vagues aspirations sentimentales qui caractérisent trop de mouvements surtout en Bretagne.

Il en est, aux temps présents, qui espèrent beaucoup en la Jeunesse. Faudrait-il que la « Jeunesse Etudiante Bretonne » les déçoive ?

Etudiants Bretons, sachez répondre.

Yvonnig GICQUEL.

LA BRETAGNE ET LE JEU DES BALANCES

Le 9 novembre 1955, M. Alfred Sauvy, dans un article de L'Express intitulé : « Le prix des rappelés », posait, à propos de cet angoissant problème, la question de l'utilité économique :

« Le départ de certains ne porte guère préjudice à l'économie, écrivait-il, non qu'ils exercent un sot métier, mais par suite d'une répartition déféctueuse... Dès lors un souci féroce d'économie et de production conduirait à n'appeler que les moins utiles... Mais qui ne voit les graves injustices, pour ne pas dire plus, où conduirait cette voie ? Il faudrait relâcher le cultivateur gascon et en appeler en revanche deux en Bretagne, laisser les fils uniques et mobiliser les enfants des familles nombreuses. Au bout de ce système, une fois détruite l'égalité devant l'impôt du sang, il faudrait payer — très cher — ceux qui abandonneraient famille, travail, etc... »

Voilà le fer remué dans la plaie. En effet, l'égalité devant l'impôt du sang serait détruite — mais n'a-t-elle pas déjà été maintes fois rompue, au détriment de la Bretagne ? Notre compte est plutôt positif dans ce genre d'impôt ; le sang breton est pesant dans un plateau de la balance. Les sacrifices tant de fois consentis ne devraient-ils pas dispenser à tout jamais la Bretagne de cette triste contribution ? L'avance consentie à la France n'est-elle pas un solide capital ? Nos enlisés du camp de Conlie, nos 240.000 morts de la Grande Guerre (1 sur 14 habitants en Bretagne, 1 sur 28 en France, 1 sur 40 en Gascogne et dans la région parisienne), nos martyrs et nos héros de la dernière guerre, nos soldats de la guerre d'Indochine, n'ont-ils pas rempli leur devoir de contribuables au delà de la limite ? (si une limite peut exister en ce genre de contribution) et maintenant où sont les soldats Bretons ? Aux premières lignes en Algérie. Pourquoi ? parce qu'il en a toujours été ainsi. Secouez votre mémoire (et la mémoire d'une nation n'est-ce pas son histoire ?). Etudiez l'histoire, vous verrez que le Breton a été et est toujours « une excellente chair à canon ». Et l'on parle, naturellement — c'est un jeu de l'esprit tout gratuit — de relâcher le cultivateur gascon et d'appeler en échange deux Bretons ! toujours la même histoire ! Eh bien non, non, mille fois non ! D'ailleurs serait-ce un remède au déséquilibre économique ? Le paysan gascon est-il plus utile à sa terre que le paysan breton ? Pourquoi le Gascon abandonne-t-

il alors son sol natal et pourquoi fait-on appel au paysan breton pour cultiver ses champs ? Peut-être parce que le paysan breton est plus utile.

Voilà abordé un autre problème tout aussi angoissant : celui de l'émigration bretonne. En se référant à cette utilité, à cet équilibre économique dont on parle tant, ne pourrait-on pas y apporter une solution ? Si l'émigration est pesante dans un plateau de la balance (comme l'est l'impôt du sang dans un autre système de balance), peut-être l'autre plateau est-il trop léger ? Certains ricaneront et diront : « Mais votre balance n'a qu'un seul plateau, car y a-t-il seulement une industrie en Bretagne ? » Ce paysan breton — jeté dans un plateau qu'il rougira de son sang — ne serait-il pas plus simple et plus

urgent, en tous cas plus juste et plus humain, de le placer sur le plateau de l'industrialisation ? Chaque année plus de 25.000 travailleurs bretons quittent la Bretagne parce que la population bretonne est l'une des plus denses d'Europe (souvent plus de 200 habitants au km², jamais moins de 40) et parce que le niveau industriel est 4 fois plus bas que la moyenne française. La solution la plus simple ne consisterait-elle pas à créer de nouveaux emplois pour tous ces jeunes qui partent de Bretagne ? Ainsi la balance retrouverait-elle un équilibre plus certain et l'économie, loin de subir un préjudice, donnerait peut-être au paysan breton, chassé de sa terre natale contre son gré, l'illusion qu'il n'est plus dans le plateau des moins utiles.

(Suite page 3.)

En dehors des professions de foi et des rapports

Si depuis quelques années on commence à reconnaître dans certains milieux que l'installation d'usines en Bretagne réduirait l'émigration et apporte-

rait, en plus du plein emploi, un débouché stable à l'agriculture et au commerce, le peuple breton, peu informé ne s'intéresse guère à l'affaire. Pour lui, trouver une activité meilleure consiste à prendre le train pour Paris et s'y débrouiller. Mais pour un qui réussira, quatre mieux formés auraient pu également le faire, et cinq autres végéteront !... Quand aux spécialistes dans des grandes écoles, ils ne pourront guère quitter les bureaux et les laboratoires parisiens pour mettre en valeur la Bretagne.

Bien que l'affaiblissement français, consécutif à la guerre, ait dessillé les yeux, chaque fois qu'il s'agit d'équiper la Bretagne, des voix s'élèvent toujours pour souligner le manque de formation de la main-d'œuvre locale, ainsi que les considérables investissements qui seraient nécessaires. Serait-ce précisément parce que la main-d'œuvre bretonne bon marché est nécessaire à l'industrie de la région parisienne ? De fait, si le minerai de fer de Châteaubriant n'est pas exploité, et que des usines sont contraintes de fermer leurs portes comme les aciéries de la Madeleine à Nantes, comment ne pas rester perplexes devant la construction l'an dernier d'une aciérie à Paz del Rio en Colombie, par des financiers et des industriels français réunissant les milliards de francs disponibles, dans un pays dont la qualité de la main-d'œuvre reste une énigme !

(Suite page 2.)

COLLECTIFS DE PAQUES 1956

A l'occasion des vacances de Pâques, la J.E.B. organise comme par le passé des billets collectifs pour les diverses directions de la Bretagne :

Paris
Brest
Morioux
Saint-Brieuc
Rennes
Quimper
Lorient
Vannes
Nantes
Angers

Elle vous offre l'occasion de bénéficier d'une réduction de 30 %, 40 % ou 50 %.

Les dates sont fixées comme suit :

Départs : Vendredi 23 mars 1956 par les dessertes du soir pour les directions dites lointaines : Brest, Morioux, Quimper, Vannes, etc...

Samedi 24 mars 1956 pour les directions dites proches : Nantes, Rennes et Angers, par les trains de 14 h. 30 et 14 h. 40.

Retour : Dimanche 8 avril 1956 (pour l'arrivée à Paris le 9 au matin).

Les inscriptions seront prises du jeudi 8 mars au jeudi 15 mars 1956, tous les jours de 17 heures à 19 heures, sauf le jeudi 8, le samedi 10, le jeudi 15 où les bureaux resteront ouverts de 14 heures à 19 heures, Maison de la Bretagne, 3, rue du Départ, Métro Montparnasse. Aucune inscription ne sera prise par téléphone.

PAS D'ATELIER

Les candidats à la députation vont guère être prolifera sur les moyens de ramener l'économie aménée de notre région. Ils n'ont généralement pas le domaine de l'extension géographique, parés d'apparences de deux bords, sujets de dissertation faciles propres à détourner les auditeurs des graves problèmes locaux à propos desquels il est moins facile de leur parler la langue des yeux. Les problèmes économiques régionaux ont une fois de plus été traités comme des sujets secondaires juste bons à remplir un peu plus un programme déjà surchargé ou à fournir des arguments contre un adversaire déterminé.

Il nous a été donné d'entendre au cours d'une réunion électorale, des députés sortants d'un parti adverse à cause de leur inefficacité dans le domaine de l'extension économique locale. Nous ne pouvons qu'applaudir, mais nous attendons de l'orateur qui nous expose un programme concret visant à changer cet état de choses. Il se contenta, à notre grand étonnement, d'exposer ce qui venait d'arriver.

Selon lui leur avertissement uniquement imputable au régime capitaliste au sein duquel nous vivons, car ce dernier régime les empêcherait de poursuivre leur œuvre dans une région désavantagée.

Avant de chercher à revivifier l'économie des régions sous-développées il faudrait substituer au capitalisme une économie planifiée, car ce dernier régime les empêcherait de poursuivre leur œuvre dans une région désavantagée.

Si maintenant nous jetons un regard au delà des frontières françaises, nous voyons les pays capitalistes qui soutiennent le mieux la lutte économique régionale en valeur leurs régions sous-développées. Les pays étrangers que nous leur régime centralisent leurs centrales atomiques dans les régions pauvres en énergie nationale afin de pouvoir les remettre en valeur, pourquoi n'expérimentons nous pas qu'il soit fait de même en France sans attendre plus longtemps.

Et cela continue... Les déclarations de successions publiques relatives et portant sur 13 milliards 850 millions de francs en Bretagne ont montré que 65 % de ces placements étaient en biens immeubles et terrains et 13 % en biens meubles et automobiles. L'épargne et les comptes bancaires totalisent 5 %, les obligations contre 12 % à la moyenne.

Une telle négligence de nos économies envers l'industrie si nécessaire à la vie locale fait qu'il existe bien une certaine industrie EN Bretagne, mais pas DE Bretagne. N'occupant que 296.000 salariés, elle est incapable d'ouvrir grandes ses portes pour accueillir quelques-uns des 25.000 Bretons qui quittent chaque année le pays faute d'emploi.

Parallèlement, l'incompréhension du patronat de Bretagne vis-à-vis des problèmes sociaux locaux est moins une question de force qu'un désintéressement complet.

Yann DUPINOT

En dehors des Professions de foi

(suite de la page 1)

Ne réprimons pas après coup contre ces contradictions, car c'est l'absence de conscience bretonne dans le peuple, resté divisé par des principes abstraits — ou intéressés — extérieurs au pays, qui forme le grand obstacle. Pour occuper un jour être des hommes modernes dans une Bretagne saine et heureuse, il faut commencer par s'en occuper. Or la dernière note électorale a donné publiquement le fâcheux exemple de querelles stériles agitant des chefs-lieu de cantons particulièrement arriérés et ignorés, devant se prononcer entre la loi Barangé et la loi de l'intégration de l'Alsace, la défense des bottilleurs, celle des fraudeurs d'alcool.

Poi après cette guerre, le capital investi dans les cinquante principales sociétés anonymes ouvrant en Bretagne était de 6.250 millions de francs. Or le fameux échange des billets de 5.000 francs en 1948 releva 23.125 millions de francs en coupures dans nos cinq départements. Défaillance faite de la masse liquide nécessaire aux transactions agricoles, que de possibilités non employées alors en Bretagne ont été drainées ailleurs !

Et cela continue... Les déclarations de successions publiques relatives et portant sur 13 milliards 850 millions de francs en Bretagne ont montré que 65 % de ces placements étaient en biens immeubles et terrains et 13 % en biens meubles et automobiles. L'épargne et les comptes bancaires totalisent 5 %, les obligations contre 12 % à la moyenne.

Une telle négligence de nos économies envers l'industrie si nécessaire à la vie locale fait qu'il existe bien une certaine industrie EN Bretagne, mais pas DE Bretagne. N'occupant que 296.000 salariés, elle est incapable d'ouvrir grandes ses portes pour accueillir quelques-uns des 25.000 Bretons qui quittent chaque année le pays faute d'emploi.

Parallèlement, l'incompréhension du patronat de Bretagne vis-à-vis des problèmes sociaux locaux est moins une question de force qu'un désintéressement complet.

Yann DUPINOT

LA BRETAGNE CONTEMPORAINE

Contribution à l'étude de son évolution historique, économique et sociale

TOME DEUX
"Depuis 1914 jusqu'à nos jours"
par YANN DUPINOT

Un volume 23x13 - 228 pages - 12 cartes inédites

VIENDE DE PARAITRE !

EN VENTE EXCLUSIVE A "KER-VREIZ"
43, Rue Saint-Placide, PARIS (6^e) C. C. P. Paris 53.56-83

Envoi franco contre versement postal
Prix : 600 FRANCS

TOME I (1729-1914) - 100 pages - 4 cartes - 300 francs

Agriculture Bretonne

Propos d'une enquête en cours, menée par J. LE BIHAN (collaborateur technique du Centre d'Etudes Economiques), dans la région de Mail-Chalix, sous la direction de M. Pierre BOUTIN, Directeur d'études d'économie rurale à l'Ecole Pratique des Hautes Etudes.

Il est devenu banal d'écrire que les problèmes d'économie agricole sont fort mal connus sans même connaître le terrain.

Cette remarque est particulièrement valable pour l'importante question du travail agricole. Ce domaine, en effet, n'a pas fait l'objet d'investigations suffisantes, bien que nécessaires pour pouvoir établir de façon réaliste le niveau de vie de classes paysannes.

Une monographie récente citée comme modèle (1) nous semble, par exemple, ne pas suffire à nous donner une idée exacte de ces problèmes et à nous aider à des conclusions critiques quant à la comparaison des niveaux de revenus des salariés et des exploitants.

Notre propos est d'essayer quelques remarques sur une enquête que nous menons actuellement dans le nord du Pober. Le but de cette enquête, qui s'inscrit dans le cadre d'une étude monographique plus large concernant la formation et le répartition des revenus dans l'agriculture, est d'essayer de déterminer les formes et la pénibilité du travail des femmes dans les exploitations choisies comme échantillons.

En conséquence, seront étudiés les travaux de la femme à titre de ménage, mère de famille, ou tout autre rôle social.

I. — ELEMENTS DESCRIPTIFS

Tout d'abord quelques considérations sur la nature, les formes et la pénibilité des travaux généralement effectués par les femmes ; il est commun de distinguer à cet égard deux groupes de travaux.

A) Les travaux en relation avec la production végétale (ou travaux au champ).

C'est, en soi, un fait frappant que la majorité des femmes accomplissent des besognes plus pénibles que les hommes. Voici quelques exemples typiques concernant la moisson.

La femme se les herbes, l'épave est assis sur la machine (3). Le plus souvent les herbes sont fauchées par l'homme, fait la charrette et la meule.

LA VIE BRETONNE...

Un Centre d'études économiques régionales et de production a été créé à Rennes, le 1^{er} trimestre 1955-56. Son but est de contribuer à l'étude des conditions de l'économie bretonne.

En ce qui concerne les plus grandes exploitations au-dessus de 20 ha, notre documentation statistique est encore trop incomplète, mais probablement la condition féminine sera améliorée.

De ces quelques considérations émanant des premiers résultats d'une enquête, nous ne pouvons que dire que la grande résistance à la crise de la petite exploitation est due à l'absence de travail de la femme à titre de ménage, mère de famille, ou tout autre rôle social.

II. — QUELQUES TENDANCES

Dans notre questionnaire d'enquête nous distinguons nettement deux séries d'investigations :

a) Optique statique. Quel a été le travail des femmes au cours de l'année 1953 ?

b) Optique dynamique. Quelle est l'évolution récente du travail des femmes ?

Un fait est certain, c'est qu'au niveau des petites et moyennes exploitations (de 2 à 15 ha), les femmes travaillent maintenant davantage qu'il y a quelques années. Les causes de ce phénomène nous semblent être de trois ordres :

1) La baisse des revenus de ce type d'exploitation. Le coefficient d'apprivoisement des exploitations de 4 à 6 ha, depuis 1950 est par exemple de l'ordre de 80 %.

2) L'exode des salariés qui diminue l'offre de travail aboutit à maintenir le même niveau de vie malgré la baisse de revenus des exploitants.

3) Enfin, une tendance très nette à la diminution de travail des enfants.

En ce qui concerne les plus grandes exploitations au-dessus de 20 ha, notre documentation statistique est encore trop incomplète, mais probablement la condition féminine sera améliorée.

De ces quelques considérations émanant des premiers résultats d'une enquête, nous ne pouvons que dire que la grande résistance à la crise de la petite exploitation est due à l'absence de travail de la femme à titre de ménage, mère de famille, ou tout autre rôle social.

Etudiants avez-vous ?
Le sous-sol de la Bretagne et ses richesses
« Le Technicien Moderne » (n° 5 - Mai 1955). Revue mensuelle des Sciences appliquées à l'industrie.

L'avenir industriel de la France de l'Ouest
Articles de M. Michel Philpout, agrégé de géographie, docteur en lettres, professeur à la Faculté des Lettres de Rennes.
« Ouest-France » (fin Nov. - début Décembre 1955).

PROBLEMES BRETONS...

Il y a deux façons d'examiner la question. Tout d'abord il y a le problème breton spécifique, qui contient tous les aspects de l'originalité ethnique, morale, géographique, historique de la Bretagne. Si nous nous contentons exclusivement à cet aspect, nous nous tournons exclusivement vers le passé, vers l'histoire ; nous nous isolons.

Et ensuite il y a le problème breton, comme il y a le problème alsacien, le problème poitevin : c'est là l'aspect de la décentralisation française. A Paris et dans les autres grands centres, il y a le problème breton, comme il y a le problème alsacien, le problème poitevin : c'est là l'aspect de la décentralisation française.

C'est ce qui fait que la Bretagne est un pays où l'homme a le plus de chances de trouver un emploi stable, il faut que l'homme a le plus de chances de trouver un emploi stable, il faut que l'homme a le plus de chances de trouver un emploi stable.

C'est ce qui fait que la Bretagne est un pays où l'homme a le plus de chances de trouver un emploi stable, il faut que l'homme a le plus de chances de trouver un emploi stable, il faut que l'homme a le plus de chances de trouver un emploi stable.

C'est ce qui fait que la Bretagne est un pays où l'homme a le plus de chances de trouver un emploi stable, il faut que l'homme a le plus de chances de trouver un emploi stable, il faut que l'homme a le plus de chances de trouver un emploi stable.

C'est ce qui fait que la Bretagne est un pays où l'homme a le plus de chances de trouver un emploi stable, il faut que l'homme a le plus de chances de trouver un emploi stable, il faut que l'homme a le plus de chances de trouver un emploi stable.

ETUDIANTS BRETONS !

Lisez
"Ar Soner"
Abonnement : 1 an (300 fr.)
C. C. P. 34.84 Rennes

AU PAYS DU RAKYÉ...

(Yougoslavie 1955)

PEDRO TERSIGUEL (H.E.C.) a effectué, en août dernier, un stage dans une entreprise de Zagreb par l'intermédiaire de l'A.I.E.S. E.C. (Association internationale des étudiants en sciences économiques et commerciales). Il vous livre ici quelques-unes de ses impressions.

Pourquoi ai-je choisi la Yougoslavie pour effectuer ce stage ? Sans doute, plus que l'intérêt pratique, le goût de l'aventure et le désir d'étudier un pays slave et un régime politique fort mal connus chez nous ont guidé mon choix.

Sans doute ignorez-vous ce qu'est exactement la Yougoslavie ? Géographiquement, c'est un pays de l'Europe méridionale bordé par l'Adriatique et partageant ses frontières avec l'Italie, l'Autriche, la Hongrie, la Roumanie, la Bulgarie, la Grèce et l'Albanie. Les montagnes occupent la majeure partie du territoire : Alpes à l'Ouest, monts des Balkans au centre ; au sud une seule plaine, et une fraction de la vallée du Danube au Nord. Historiquement, la Yougoslavie est une nation jeune née en 1919 lors du traité de Versailles, à la suite du démantèlement des Empires Austro-Hongrois et Turc. La mosaïque des populations est inextricable : Croates, Slovènes, Serbes, avec des minorités italiennes, germaniques, grecques, turques, etc... Elle est à la fois la cause et la conséquence de la complexité de la « question des Balkans » de nos bachelots. La Yougoslavie fut d'abord englobée en royaume, mais l'essai fut assez malheureux (cf : l'assassinat d'Alexandre I^{er} à Marseille). Ce n'est que pendant la dernière guerre que les Yougoslaves se sont sentis une mentalité nationale dans la lutte contre l'Allemand et l'Italien, au cours de laquelle 10 % de la population fut massacrée. La libération fut l'œuvre du peuple et Tito en fut le héros. Il proclama la République populaire en 1943 et entra dans l'orbite de Moscou jusqu'en 1947 où le divorce se produisit avec fracas. Donc, actuellement la Yougoslavie se présente sous forme de République communiste fédérée en six Républiques : Slovénie, Croatie, Serbie, Macédoine, Monténégro et Bosnie-Herzégovine, ceci pour ménager les susceptibilités régionales encore très vives.

Il était nécessaire que je vous raconte cette histoire récente, car elle conditionne la situation économique et le climat politique de la Yougoslavie actuelle.

Après 27 heures de train, j'arrivai de Paris à Zagreb par l'Orient-Express (qui n'a d'ailleurs d'express que le nom). Zagreb, capitale de la Croatie, est une ville de 400.000 habitants, le second centre industriel après Belgrade. En tant que Français, je fus accueilli à bras ouverts à l'Émirat, l'entreprise qui devait m'employer pendant un mois. Il s'agissait en principe d'une maison d'Export-Import, mais, en fait, elle ne faisait guère qu'importer du matériel métallique et des machines surtout d'Allemagne, d'Autriche, d'Italie et de Grande-Bretagne. Comme je ne parlais que français, anglais et espagnol, mon utilité était plutôt réduite. Mais la direction ne s'en souciait guère, car on voulait m'épargner le travail au maximum, non par crainte d'espionnage, mais parce que les employés étaient déjà en surnombre. En effet, la Yougoslavie est fière d'avoir réalisée le plein emploi, mais c'est surtout au détriment de la productivité, aussi bien dans les bureaux que dans les usines.

Donc au lieu de venir au bureau de 6 h. à 14 h. comme tout le monde, je n'y passais guère que deux ou trois heures à discuter avec les employés ; le reste de mon temps était partagé entre la visite de la ville, excursions ou visites d'usines organisées pour les étudiants étrangers, et autres distractions.

C'est au cours de ces visites d'usines que nous avons pu nous rendre compte de la situation de l'ouvrier sous le nouveau régime. L'usine appartient au « Collectif du travail », ensemble des ouvriers de l'entreprise. Ce Collectif élit le Conseil ouvrier, sorte de conseil d'administration, chargé d'élire tous les ans le Directeur et de discuter les problèmes des productions et les questions financières. L'entreprise est autonome, mais l'Etat lui impose des normes de production. Ces satisfactions morales ont sans doute été accordées à l'ouvrier pour lui faire oublier son salaire misérable. En effet les salaires sont à peu près uniformes dans le pays et un ouvrier ordinaire gagne environ 7.000 dinars (pouvoir d'achat de 12.000 francs environ, un dinar égalant 1 fr. 17), un ingénieur ou un avocat gagne 15.000 dinars, un employé de bureau 9.000. Ce salaire augmente avec la qualification : j'ai rencontré un contre-maitre de fonderie, ayant travaillé 15 ans en France, qui touchait 15.000 dinars ; mais c'est un cas très rare, seuls les hauts fonctionnaires du Parti sont vraiment privilégiés. J'ai pu d'ailleurs constater que le rendement était faible ; il faut d'ailleurs s'y attendre dans un pays où tout le monde est fonctionnaire, et où la concurrence ne joue pratiquement pas entre les entreprises.

Le Yougoslave a appris à devenir méfiant, mais au bout de quelques semaines je réussis à me faire des amis et je pus vraiment discuter politique. Quelle que soit sa classe sociale il admire Tito, mais il avouera en chuchotant être déçu par le régime communiste. On lui a dit monts et merveilles lors de la révolution et tout le pays est encore dans la misère. Mais il ne voit pas la possibilité de changer la situation, car le pays est pauvre : à une culture médiocre s'ajoute un manque de matières premières. Politiquement aucune opposition n'est possible : tous les moyens d'expression sont aux mains du Parti, et il n'y a qu'un seul Parti. Comme j'en demandais la raison à un étudiant militant, il me répondit très sérieusement : « Tout Yougoslave non inscrit au Parti se comporte comme un communiste dans la vie, pourquoi y aurait-il donc un parti non communiste ? Ce serait un non sens ». Evidemment, et comme les élections sont obligatoires, le Parti obtient 99 % des voix. Poursuivant mes discussions autour d'un verre de « Schlivovitz », la nostalgie de la douce France au cœur, je voulus aussi savoir quelle était la place de la France là-bas. Un sourire rêveur aux lèvres, on me parlait de Paris, me citait des films, des chansons, des romans. Mais ce sourire se figeait vite et on me demandait pourquoi la France était colonialiste, pourquoi elle n'avait pas de Gouvernement sérieux, pourquoi elle négligeait la Yougoslavie. Et c'est

ce dernier reproche qui me touchait le plus, car on sent chez le peuple Yougoslave une attirance naturelle pour la culture française, alors que la France ne fait rien pour y répondre : pas de livres, pas de propagande, tandis que l'Angleterre a tellement fait de propagande par radio qu'elle a su prendre notre place, dans les lycées on n'apprend plus guère que l'anglais pour première langue ; les Yougoslaves sont les premiers à le déplorer. Dans le domaine économique, la démission de la France est encore plus frappante, en voici un exemple :

Alors que je me trouvais à Zagreb, avait lieu la Foire Internationale la plus importante des Balkans. Tous les pays d'Europe étaient représentés, même l'U.R.S.S. qui avait fait un immense effort de présentation ; je dis tous les pays, tous sauf la France dont le pavillon habituel était habité par la Tchécoslovaquie. J'avais beau entendre « Moulin Rouge » au stand hongrois et Tino Rossi chez les Roumains, j'étais blessé dans mon amour-propre national, d'autant plus que mon camarade allemand me vantait les qualités des machines « made in Germany ». A force de vivre dans leur hexagone régulier, les industriels français ont perdu de vue que des marchés faciles à emporter s'offraient à eux.

Le stage terminé, seule une partie du voyage était réalisée. Il me restait à découvrir le vrai visage de la Yougoslavie. Avec un camarade H.E.C., stagiaire

comme moi, nous décidâmes de foncer vers le sud et l'Adriatique ; traversant ainsi la Bosnie-Herzégovine pour revenir à Zagreb en longeant la côte et en faisant un détour par l'Istrie. Oh ! folle témérité que de partir en Vespa sur des routes qui n'ont jamais connu de goudron et ravonnées par les pluies, et de vouloir coucher sous la tente dans un pays où l'on ne trouve pas six mètres carrés de terrain plat ; au surcroît les postes d'essence (?) sont éloignés en moyenne les uns des autres de 150 kms environ ! Nous en revînmes pourtant, chargés du pittoresque rencontré tout au long du chemin : paysannes aux costumes brodés aux couleurs chatoyantes, paysans aux pantalons turcs et à schéchiás. Sarajevo, la ville aux 100 mosquées avec son marché turc et le muezzin à 6 heures ; Mostar avec son fameux pont romain ; Dubrovnik, la perle de l'Adriatique, fortifiée par les Vénitiens et en passe de devenir une grande station touristique lorsque la route en corniche depuis Trieste sera terminée. Puis ce fut la remontée en bateau le long de la côte dalmate, zigzaguant entre une multitude d'îles plus belles les unes que les autres.

Donc, étudiant breton, si tu veux passer des vacances oubliables et bon marché, va en Yougoslavie... et passe avant à la J.E.B., qui dispose d'une documentation complète.

Pierre TERSIGUEL.

Bretagne et relations internationales

Comme par une vocation prédestinée, la péninsule d'Armorique s'ouvre sur les grandes voies qui mènent aux terres lointaines du globe ; c'est pourquoi, depuis longtemps, ses fils sont dirigés vers les Océans et les Pays d'outre-mer ; c'est pourquoi encore, il est impossible dans cette province, surtout à l'extrême Ouest, de ne pas penser à ces horizons enchanteurs pour l'imagination. Le Breton est sans aucun doute plein de poésie, c'est cette poésie qui peuple ses songes de pays lointains.

Mais à notre époque, il y a autre chose encore à considérer, c'est qu'aucune éducation, si régionaliste soit-elle, ne peut en rester à son clocher ; la seule manière de parvenir à son plein et rationnel développement, c'est d'avoir les yeux portés sur le large et de convier sa jeunesse à regarder « le grand livre du monde », comme disait Montaigne.

C'est pourquoi nous estimons qu'être fidèle à la vocation de la Bretagne, c'est l'ouvrir sur l'extérieur, sur tous ces peuples de l'étranger et de l'Union Française qui sont si près de ses rives, les plus près parmi les autres coins de France. L'on parle beaucoup de l'équipement de la Bretagne et l'on a beaucoup fait en ce sens, mais il y a encore beaucoup à faire :

— **communications** : que l'on crée des aérodromes, des lignes d'aviation, que l'on améliore ses ports afin de faciliter les échanges avec les Iles Britanniques et l'Amérique ;

— **tourisme** : il faut développer le tourisme même en saison d'hiver, il y a tant à voir chez nous ;

— il faut faire de cette terre un lieu de Rencontres humaines, c'est pourquoi nous tenons à y

créer ces Foyers et Centres Culturels qui auront un rôle décisif dans l'avenir de la jeunesse ;

— il faut par tous les moyens attirer nos amis étrangers, nos compatriotes des autres provinces françaises.

Pour tout cela nous faisons appel aux jeunes Bretons, c'est à eux qu'il convient de donner le branle là-dessus, de faire que leur province soit un Haut lieu humain ; sur place en Bretagne, ou à Paris, ils doivent penser que leur province est une terre d'élite pour développer la compréhension internationale, ils ont tout pour cela : un folklore, des sites, des monuments, absolument uniques comme ensemble.

Une Maison de la Bretagne s'est créée à Paris, qu'elle soit non seulement le lieu de réunion de tous les Bretons de Paris ou de passage à Paris, mais encore le lieu de Rencontre des provinces françaises et bien plus, comme cela a été déjà plusieurs fois, le lieu de Rencontre de tous les jeunes de bonne volonté du monde.

C. ROCHE.

Les Cours de Breton à Paris

— **A Ker Vreiz**, 43, rue Saint-Placide (6^e), le vendredi de 19 à 20 h. : Cours élémentaire par M. Le Calvez.

— **A la Maison de la Bretagne**, 1 rue du Départ (6^e), le vendredi de 18 à 19 h. : Cours élémentaire, et de 19 à 20 h. : Cours moyen par Madame Galbrun.

— **Au Lycée Condorcet**, 8, rue du Havre, Cours de l'Association Philotechnique. Le mercredi de 18 à 20 h. : Cours élémentaire par Madame Galbrun, et Cours supérieur par M. Raude.

Le Directeur de la Publication : Y. BINVEL
Imp. La Mouette - La Baule